



Éric Toussaint « La Banque du Sud est une alternative, pas celle des BRICS »

Par [Eric Toussaint](#) et [Benito Pérez](#)

Mondialisation.ca, 23 août 2014

[lecourrier.ch](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Économie](#)

Cette interview a été publiée par le quotidien suisse Le Courrier le samedi 16 août 2014

Les enjeux financiers du développement n'ont plus de secrets pour Eric Toussaint. Fondateur en 1990 du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM), ce politologue belge a notamment été associé par le gouvernement de l'Équateur au lancement de la Banque du Sud. Malgré la paralysie actuelle de cet organisme, M. Toussaint continue de croire à ce projet initié en 2007 par sept États sud-américains comme une alternative progressiste à la Banque mondiale. Il se montre en revanche sceptique quant au projet de banque d'investissement annoncé par les cinq principaux pays émergents.

Les BRICS annoncent vouloir créer une alternative à la Banque mondiale (BM). Une bonne nouvelle pour le développement ?

Éric Toussaint : Vouloir créer une alternative à la BM serait en effet une excellente nouvelle, mais je ne crois pas du tout que ce soit le cas ici. Les cinq États qui constituent les BRICS sont des pays capitalistes émergents qui cherchent à préserver leurs intérêts, dans la mesure où le Fonds monétaire international (FMI) et la BM sont des instruments contrôlés par les grandes puissances traditionnelles. La Nouvelle banque de développement (NBD) se différencie, en promettant de ne pas mettre de conditionnalités, telles que des plans d'ajustement structurel, à ses prêts et d'appliquer – mais le fera-t-elle ? – le principe : un pays-une voix. Ça ne suffit pas à en faire une alternative. Ce serait juste un moindre mal.

Si je résume : on échangerait une BM soumise à Washington par une NBD au service de l'impérialisme chinois ?

On peut parler, à la suite de l'économiste brésilien Rui Mauro Marini, de sous-impérialisme, au sens que ces pays, Brésil et Chine en tête, investissent massivement dans les pays en développement pour défendre des intérêts politiques ou économiques propres, pas pour le développement des bénéficiaires des fonds. Ce qui les différencie du vrai impérialisme, comme celui des États-Unis, c'est qu'ils n'emploient pas – encore ? – de moyens militaires. À l'exception de la Russie.

Que serait, selon vous, une vraie alternative à la BM ?

L'annonce en 2007 de la création de la Banque du Sud (BdS) représentait cet espoir. À la demande du président Rafael Correa, j'ai participé à la rédaction de la position équatorienne lors de la création de la Banque du Sud, puis à un conseil des ministres des sept pays

fondateurs. L'Équateur et le Venezuela avaient une vision claire d'un établissement devant servir l'emploi et l'intégration continentale. Et des projets très concrets, comme une industrie pharmaceutique de produits génériques ou la reconnexion des pays d'Amérique du Sud par le rail, avec production de matériel roulant, qui aurait aussi signifié moins de pollution et des avancées industrielles et technologiques. La BdS, c'était encore une monnaie commune et alternative, « le sucre ». Ou l'idée de transférer des moyens des pays les mieux dotés en réserves de change vers les autres. C'était un projet d'intégration, qui tenait compte de l'intérêt des peuples et aurait pu s'élargir sans peine à l'Amérique centrale et à la Caraïbe, notamment car il se voulait transparent - comptes publics, audits externes - et démocratique. Pour être alternatif à la BM, il fallait être un exemple, et donc ambitieux. Ainsi, il était exclu que les fonctionnaires de la BdS bénéficient d'une immunité judiciaire, contrairement à ceux de la BM... Malheureusement, ce projet est aujourd'hui paralysé. Sept ans après sa fondation, la banque n'a octroyé aucun prêt !

La Banque des BRICS connaîtra-t-elle un meilleur sort ?

Parviendront-ils à se mettre d'accord sur des projets ? On peut se demander si ces cinq pays ne s'associent pas surtout pour montrer aux puissances traditionnelles qu'ils pourraient le faire. En réalité, selon moi, ces cinq pays ont peu d'intérêts communs.

Ont-ils la surface financière pour faire vivre une telle banque ?

Sans aucun doute ! La Chine, à elle seule, possède plus de 3000 milliards de dollars de réserves de change dont elle ne sait que faire. C'est énorme, presque deux fois le total des dettes publiques externes des pays en développement. Une bonne part de cet argent est placé en bons du Trésor américain : la Chine est la première créancière des États-Unis. Le Brésil et la Russie, également, ont des réserves très importantes. Seule l'Afrique du Sud aura de la peine à mettre les 10 milliards de dollars au capital de départ de l'établissement.

L'investissement du Brésil dans la NBD ne signe-t-il pas l'acte de décès de la BdS ?

Celle-ci est déjà mal en point... Mais, avec ou sans le Brésil, l'Amérique du Sud possède encore les moyens financiers de démarrer ce projet. Selon moi, Brasilia est le principal responsable du blocage. Le Brésil possède sa propre banque de développement, la BNDES, qui investit énormément à l'étranger. Son poids, en Amérique du Sud, équivaut à celui de la Banque interaméricaine de développement et aux prêts de la BM dans la région ! Le Brésil la privilégie. Il n'a participé à la BdS que pour freiner un concurrent potentiel.

Cet échec et les difficultés financières de l'Argentine et du Venezuela ne sont-ils pas le signe que le rêve d'indépendance latino-américain était hors de portée ?

Au moment où Hugo Chávez a proposé la BdS, le projet était tout à fait raisonnable ! L'erreur a peut-être été de penser qu'il fallait à tout prix mettre le Brésil dans le coup. La plupart des pays du continent ont quand même prouvé qu'ils pouvaient s'éloigner du consensus néolibéral. Des structures nouvelles ont commencé à fonctionner, telle que l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA). Il y a aussi la décision de l'Équateur, de la Bolivie et du Venezuela de se retirer du tribunal de la BM en matière d'investissement. Et l'augmentation des impôts payés par les entreprises étrangères qui exploitent les ressources naturelles. C'est insuffisant en regard du potentiel réel de ces pays et des défis à relever, mais il est encore temps : il faudrait une réaction forte dans les deux

ans à venir. Des responsables gouvernementaux poussent dans ce sens. Sans quoi je crains que le sous-continent n'aille vers de grandes difficultés financières. Un scénario semblable à celui de la crise de la dette de 1982 est dans l'air.

Y-a-t-il des signes avant-coureurs ?

Oui, les États-Unis se préparent à augmenter les taux d'intérêts qu'ils ont massivement baissés avec la crise de 2007-2008. Cela va renchérir le refinancement de la dette au moment même où les revenus des États sud-américains sont menacés par une baisse de la demande mondiale de matières premières. Je crains que ces pays ne se rendent compte d'ici deux à trois ans qu'ils ont raté une magnifique occasion, durant la décennie passée, de se doter d'instruments financiers alternatifs destinés à les blinder contre des décisions prises par les pays du Nord.

Le 19 août 2014

Voir en ligne : <http://www.lecourrier.ch/123072>

La source originale de cet article est [lecourrier.ch](http://www.lecourrier.ch)

Copyright © [Eric Toussaint](http://www.lecourrier.ch) et [Benito Pérez](http://www.lecourrier.ch), [lecourrier.ch](http://www.lecourrier.ch), 2014

Articles Par : [Eric Toussaint](http://www.lecourrier.ch)
et [Benito Pérez](http://www.lecourrier.ch)

A propos :

Eric Toussaint docteur en sciences politiques des universités de Liège et de Paris VIII, porte-parole du CADTM international et membre du Conseil scientifique d'ATTAC France. Il est l'auteur des livres, Capitulation entre adultes : Grèce 2015, une alternative était possible, Syllepse, 2000, Le Système Dette. Histoire des dettes souveraines et de leur répudiation, Les liens qui libèrent, 2017 ; Bancocratie, ADEN, Bruxelles, 2014 ; Procès d'un homme exemplaire, Éditions Al Dante, Marseille, 2013 ; Un coup d'œil dans le rétroviseur. L'idéologie néolibérale des origines jusqu'à aujourd'hui, Le Cerisier, Mons, 2010. Il est coauteur avec Damien Millet des livres AAA, Audit, Annulation, Autre politique, Le Seuil, Paris, 2012 ; La dette ou la vie, Aden/CADTM, Bruxelles, 2011. Ce dernier livre a reçu le Prix du livre politique octroyé par la Foire du livre politique de Liège. Il a coordonné les travaux de la Commission pour la Vérité sur la dette publique de la Grèce créée le 4 avril 2015 par la présidente du Parlement grec. Cette commission a fonctionné sous les auspices du parlement entre avril et octobre 2015.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca